

## **Le ver est dans le fruit étapiste, qu'il soit électoral ou référendaire**

« L'étapisme c'est d'abord tout ce qui sépare le pouvoir de la souveraineté »

*Pierre de Bellefeuille, ex-député de Deux-Montagnes*

Toujours, Sisyphe pousse son rocher vers le haut de sa montagne, croyant — probablement — réussir l'impossible, un jour. Un objectif précis. Il est persuadé qu'il réussira cette fois-ci, car le rocher monte toujours. C'est un fait. Mais Sisyphe, comme beaucoup de souverainistes au Québec, a manifestement la mémoire courte. Il a oublié qu'il tente de monter ce rocher depuis une éternité déjà. Or, à chaque fois qu'il atteint le sommet, au bout d'efforts substantiels, le rocher finit toujours par dégringoler la montagne. Ainsi Sisyphe a-t-il été condamné pour l'éternité. Contre vents et marées, pourtant, il pousse encore et toujours son rocher vers la cime de sa mythique montagne bien des siècles après la disparition du Panthéon grec.

Désormais, et c'est tant mieux, beaucoup de militants indépendantistes voient en l'étapisme la raison fondamentale de l'échec du mouvement souverainiste au Québec jusqu'à maintenant. D'ailleurs, les souverainistes s'en rendent de plus en plus compte. Cette façon de manoeuvrer qui vise à ajouter des étapes ou des obstacles entre l'élection d'un gouvernement souverainiste et son objectif indépendantiste est désuète et révolue. Cette façon de faire, cette pensée — l'étapisme — a d'abord été exigée, dans sa forme référendaire, par Trudeau lui-même en 1971 — fédéraliste parmi les fédéralistes — puis intégralement reprise par Claude Morin — agent de la GRC. Comme on le sait tous, l'étapisme est institué en dogme de la pensée unique au parti québécois depuis 1974, date de son introduction par René Lévesque en personne.

Faisant preuve de bonne volonté, beaucoup d'indépendantistes cherchent à s'affranchir de l'étapisme. Cependant, certains « anti-étapistes » — supposés sans être avérés — cherchent à ménager chèvre et chou en tentant de concilier la majorité électorale — 50 % + 1 de la population — souhaitable, puis la majorité effective — 50 % + 1 des représentants du peuple — indispensable.

Or, tout se gâte ici. Ces militants souverainistes ont — consciemment ou non — tenté de se défaire de l'étapisme référendaire en ne suggérant rien de moins qu'une autre forme d'étapisme : l'étapisme électoral. Ses effets sont tout aussi paralysant, sinon plus, que la méthode d'accession à la souveraineté proposée dans le programme actuel du PQ, qui, par ailleurs, est rempli de « conneries » selon M. Parizeau. Ces militants, regroupés pour l'essentiel au RIQ (dont le plus récent avatar est « Porteurs de pays »), finissent par reproduire les effets les plus carrément pervers et dévastateurs de cet étapisme référendaire dans une méthode nouveau genre. En effet, ce qui rend l'étapisme aussi problématique n'est pas le référendum en soi. Le croire relève de la simplicité.

De manière « pavlovienne », par conditionnement négatif suite aux malheurs de l'expérience référendaire, beaucoup de militants souverainistes ont fini par confondre symptôme — le référendum — et maladie — l'étapisme.

### **Indépendantisme c. étapisme**

Ce qui est acide dans l'étapisme, c'est le curieux phénomène de ce qu'un parti souverainiste puisse prendre le pouvoir — 50 % + 1 des représentants du peuple — sans faire l'indépendance. Le mouvement indépendantiste confine ainsi son gouvernement au cadre restreint de la gouverne provinciale. Le référendum n'est qu'une des multiples formes du problème fondamental de l'étapisme. L'étapisme en soi, voilà ce qui divise la gouverne provinciale de la gouverne nationale.

Pierre Bourgault — le plus illustre défenseur de l'élection comme mode d'accession à la souveraineté — a défini l'étapisme comme étant une idée qui « n'a jamais rompu et ne rompt toujours pas avec une vision provincialiste des choses ». Vindictif, il ajoute même que « si l'exercice du pouvoir pour les souverainistes ne conduit pas à l'exercice de la souveraineté du Québec, alors ce pouvoir est vain et illusoire ». Ainsi, cela nous condamnerait à une logique de « bon gouvernement provincial ». Qui plus est, cette logique se caractérise par sa volonté politique « réformatrice à l'intérieur d'un cadre provincial », c'est-à-dire dans un cadre philosophique purement confédéraliste. Feu Bourgault, si nous ne devons pas le regretter aujourd'hui, aurait très bien pu écrire ces lignes hier tant elles sont d'actualité. L'étapisme, c'est d'abord et avant tout le provincialisme.

### **National c. provincial**

Ce qui distingue la gouverne provinciale de la nationale, c'est essentiellement les moyens que le gouvernement qui se dit souverainiste utilise. Puis, insidieusement, cela pose la question du principe sur lequel se fonde la nation. Cela remet en question le sérieux des acteurs politiques de la lutte pour l'indépendance.

Dans le cadre de la gouverne provinciale, on demeure avec les moyens conférés par l'ordre politique et constitutionnel en place, et ce, même poussés à l'extrême, dans les champs de compétence dévolus aux provinces. Cette vision politique de l'indépendance se limite alors au carcan institutionnel, ce qui a pour effet de restreindre le champ de l'exercice du gouvernement aux moyens traditionnels qui, somme toute, ont prouvé jusqu'à présent leur plus totale inefficacité, voire leur inutilité crasse. Pis, cette logique suppose la subordination de notre peuple et de sa souveraineté à l'ordre politique constitutionnel *canadian*, soit, sa subordination *de facto* à un autre peuple. Nul ne saura par conséquent ignorer cet état de fait comme étant la cause de toutes les crises au Parti Québécois. Comment se dégager d'un pays dont on accepte implicitement l'ordre politique et constitutionnel?

Par ailleurs, un gouvernement national dirige en fonction des intérêts de la population, uniquement, sans nécessairement respecter le cadre politique, institutionnel ou constitutionnel établi par un *autre* peuple. Mieux, il s'en crée un. Et ce, pour diriger et

gouverner en fonction des aspirations les plus profondes du peuple. Un gouvernement national est, par définition, le seul à exercer la souveraineté du peuple qu'il représente. Même si la constitution *canadian* ne permet pas telle ou telle politique, le gouvernement l'adopte puis l'applique au nom de la nation pour répondre à ses besoins. Il résout ainsi un problème qui ne saurait être réglé autrement. Il s'agit ici, simplement, de la véritable expression de la démocratie, soit celle du gouvernement du peuple, élu par le peuple et pour le peuple.

C'est ici que la population « goûte » à la souveraineté : par son exercice. C'est à travers ces « gestes de souveraineté » qu'elle peut comprendre l'utilité de cet important outil de développement qu'est l'indépendance. Le fédéral — par ses obstructions et ses objections prévisibles, voire certaines — dévoile au peuple son véritable visage. Ainsi, ce dernier comprend mieux les véritables limites du cadre politico-constitutionnel actuel. Aussi, le peuple finit par appuyer massivement son véritable gouvernement national.

Pour ce faire, le gouvernement base sa légitimité sur celle qui est la plus solide qui soit, celle de l'existence même du peuple, afin d'agir dans ses intérêts les plus vitaux. Si le droit des peuples à l'indépendance existe véritablement en droit international public, il faut d'abord assumer notre existence. Il ne faut pas la tester lors de joutes électorales. L'indépendance n'est pas un jeu, elle est d'abord un fait. C'est elle qui engendre la souveraineté. L'une est politique, l'autre est juridique.

C'est par des gestes de souveraineté que l'on peut recréer le lien de confiance entre politique et citoyens. C'est par ces gestes qu'un véritable gouvernement national jettera les bases de l'« effectivité » nécessaire à l'existence d'un État en droit et, éventuellement, à la reconnaissance internationale. Finalement, c'est aussi de cette manière que l'on définit la démocratie et le bien commun dans les systèmes politiques occidentaux, dont le nôtre.

### **Légitimité du peuple c. légitimité du suffrage**

Fondamentalement, la légitimité sur laquelle les partisans de l'étapisme électoral, comme ceux de l'étapisme référendaire, fondent leur notion de l'indépendance est celle du vote. C'est un symptôme avancé de la maladie étapiste, soit d'avoir l'idée que seul un vote peut enclencher quoi que ce soit. Comme si la nation n'existait pas. En ce sens, l'étapisme électoral ne diffère que de corps, mais pas d'esprit, d'avec l'étapisme référendaire. Tant qu'on n'obtient pas 50 % + 1 des suffrages, soit lors d'une élection, soit lors d'un référendum, rien n'est possible. L'existence de la nation s'arrête au suffrage. Le vote se superpose à la nation, qui paradoxalement, n'a jamais adhéré à 50 % + 1 des suffrages au système politique canadien. Plus grave, cette façon de faire permet même au peuple de nier sa propre existence pour des raisons conjoncturelles, comme lors du référendum de 1980. Il nie ainsi son véritable gouvernement national. Il nie ainsi sa propre existence.

Par contre, la légitimité sur laquelle se base les militants favorables à l'élection simple comme mode d'accession à la souveraineté, tout comme celles et ceux qui ont défendu

les thèses de Robert Laplante (directeur de la revue l'Action nationale) afin d'ériger un véritable gouvernement national, se basent sur l'existence réelle et effective du peuple.

Bien sûr, le principe du vote s'exerce par l'élection d'un gouvernement qui s'engage dans le cadre d'un programme électoral. Par ailleurs, l'exercice du pouvoir, lui, repose sur l'existence du peuple. Il ne dépend pas d'un *autre* vote que celui d'un gouvernement dûment élu. S'il y a existence du peuple, il y a des aspirations qui la sous-tendent et le gouvernement est élu pour y répondre. Ce, peu importe sa majorité en terme de suffrages populaires comme la constitutionnalité des solutions apportées aux aspirations du peuple.

### **Rupture c. étapisme électoral**

Ce qui est pervers dans la vision électorale proposée par ces militants souverainistes du groupe « Porteurs de pays », c'est qu'ils prétendent se distinguer de l'étapisme. Or, il est évident qu'il n'en est rien car le gouvernement demeure provincial. Sa génétique, sa nature profonde, cache donc d'autres sortes de « conditions gagnantes », de « circonstances raisonnables » ou d'« assurances morales » nouveau genre. En effet, que fait un gouvernement du PQ élu sans les 50 % + 1 des voix, comme c'est toujours arrivé par le passé? Par ailleurs, étant donnée la division, sur le plan politique, des forces souverainistes dans un ensemble toujours plus grand de partis, que fait-on sans pacte aucun avec ceux-ci? Le parti québécois ne demeure-t-il donc pas, jusqu'à maintenant, l'aile politique du mouvement indépendantiste au Québec, la branche du mouvement dont l'objectif est de réaliser l'indépendance par l'intermédiaire du pouvoir? Qu'attend-il donc pour enfin mettre tous les efforts qu'il faut à consolider, sur le plan strictement politique, *toutes* les forces souverainistes.

Afin de répondre à ce problème, certains détracteurs de l'idée affirment que s'il n'obtiennent pas les 50 % + 1 des voix nécessaires, le gouvernement devra démissionner immédiatement afin d'éviter la gouverne provinciale. Quoi de plus suicidaire. Cette solution magique ne va pas du tout dans le sens des aspirations d'un peuple qui souhaite de ses élites politiques le courage élémentaire nécessaire à changer les choses et à assumer enfin ses responsabilités. Loin de là l'idée de démissionner. Comment peut-on prétendre que le peuple appuiera une formation politique qui promet de les ramener en élections s'il n'obtient pas un mandat à 50 % + 1 qu'il n'a jamais obtenu dans toute son histoire?

Finalement, il y a le fait que le OUI l'a emporté lors du référendum de 1995. Aussi, ce n'est pas qu'un référendum qui a été volé, c'est un pays! Comment les partisans des suffrages populaires à 50 % + 1 endossent-ils ainsi le vol du pays en 1995, alors qu'ils affirment justement que ce vote donnait la légitimité de déclarer l'indépendance? Qui a la responsabilité de faire payer à nos adversaires politiques fédéraux ce viol de notre démocratie, sinon les souverainistes? En conséquence, quel but est recherché par ces souverainistes sinon de vivre l'euphorie d'un « grand soir »? Il s'agit là d'une dépendance à l'orgasme.

L'étapisme, c'est d'abord le gouvernement provincial. C'est la continuité avec le système dénoncé, pointée du doigt, mais jamais mis en danger. « Cette idée [l'étapisme] n'a jamais rompu et ne rompt toujours pas avec une vision provincialiste des choses » affirmait Pierre Bourgault. Pour faire un gouvernement national, il n'y a qu'une seule façon de procéder. Il faut que le gouvernement se considère comme le seul représentant du peuple, élu par le peuple et pour le peuple. Et ce dès son élection, sans aucune autre considération.

Sinon, nous sommes tous condamnés, tel Sisyphe, à rouler des pierres vers le sommet d'une mythique montagne pour l'éternité. Nous ferons semblant de ne pas nous rendre compte qu'en arrivant au sommet, suite à la dégringolade de notre fardeau retournant au pied de la montagne, que notre travail aura encore été vain. Que si nous ne changeons pas fondamentalement la façon de voir les choses, c'est-à-dire rompre avec l'étapisme (le provincialisme), notre combat ne deviendra rien d'autre qu'une chimère.

*le secrétariat général du Mouvement pour une élection sur la souveraineté*

- Sasha-A. Gauthier, Présidence
- Sophie St-Gelais, Vice-présidence
- Marilyne Lacombe, Secrétariat
- Willie Gagnon, Communication
- Félix Pinel, Organisation